

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 97 — 3021

[C - 97/16311]

10 NOVEMBRE 1997. — Arrêté royal établissant le règlement d'ordre intérieur de la Commission des psychologues instituée par l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 novembre 1993, protégeant le titre de psychologue, notamment l'article 3, § 2;

Vu les propositions des 23 décembre 1996 et 28 août 1997 de la Commission des psychologues;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Commission des psychologues, dénommée ci-après « la Commission » est un établissement public doté de la personnalité juridique.

Son siège est fixé à Bruxelles, provisoirement Tour du Sablon, rue Joseph Stevens 7, 15e étage, où sont conservés la liste établie en application de l'article 2, § 1^{er} de la loi du 8 novembre 1993 dénommée ci-après « la loi » et les dossiers contenant les demandes et justificatifs fournis par les requérants ayant sollicité leur inscription ou le maintien de celle-ci à la liste, une copie des avis et communications adressés au Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions ainsi que les procès-verbaux des réunions. Le siège peut être transféré ailleurs, dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, sur décision de la Commission.

Art. 2. La Commission se réunit sur convocation de son président, chaque fois que la nécessité d'une décision se fait ressentir, notamment de manière à traiter toute demande dans un délai maximum de quatre mois.

Elle se réunit au moins deux fois par année, d'une part dans le courant du dernier trimestre de l'année civile et d'autre part au cours du mois de juin.

La convocation des membres est opérée par simple lettre envoyée au moins dix jours avant la séance fixée, et pour toute réunion prévue au mois de juin elle est annoncée au moins six semaines à l'avance.

Le membre effectif qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à la réunion convoquée avise le secrétariat ou le président de l'empêchement qu'il rencontre. Il se charge de transmettre sans délai sa convocation à un des suppléants du secteur professionnel auquel il appartient.

Tout membre effectif ou suppléant qui, dûment convoqué, se sera abstenu sans motif légitime ou admissible d'assister à trois séances consécutives pourra être déclaré déchu de sa qualité. En pareil cas, une convocation lui sera spécialement adressée pour la séance suivante au cours de laquelle la Commission pourra, après audition de l'intéressé s'il le souhaite, décider de sa destitution.

Art. 3. La Commission connaît de toutes les questions inscrites à l'ordre du jour tel qu'il est détaillé par le président dans la lettre de convocation. A la demande de deux de ses membres au moins une question sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion suivante, à moins que, évoquée au cours d'une séance, l'urgence d'y répondre soit reconnue par la majorité des membres.

Elle ne peut valablement délibérer que pour autant que soient présents, outre le président, au moins la moitié de ses membres dont notamment un membre de chaque secteur professionnel reconnu par l'article 8, § 1^{er}, de la loi.

Elle statue à la majorité simple, la voix du président étant prépondérante en cas de partage.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 97 — 3021

[C - 97/16311]

10 NOVEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het reglement van inwendige orde van de Psychologencommissie, opgericht bij artikel 3, § 1, van de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Gelet op het voorstel van 23 december 1996 en 28 augustus 1997 van de Psychologencommissie;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Psychologencommissie is een publieke instelling met rechtspersoonlijkheid, hierna te noemen « de Commissie ».

Haar zetel is gevestigd te Brussel, voorlopig Zaveltoeren, Jozef Stevensstraat 7, 15e verdieping, waar de lijst, opgesteld bij toepassing van artikel 2, § 1, van de wet van 8 november 1993, hierna te noemen « de wet », en de dossiers, houdende de aanvragen en de stavingsstukken voorgelegd door de verzoekers, die om hun inschrijving of het behoud ervan op de lijst hebben verzocht, een afschrift van de adviezen en mededelingen aan de Minister die de Middenstand in zijn bevoegdheid heeft, alsmede de processen-verbaal van de vergaderingen die zij houdt, worden bijgehouden. De zetel kan naar een andere plaats in het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad worden overgebracht na beslissing van de Commissie.

Art. 2. De Commissie komt samen na daartoe te zijn opgeroepen door de voorzitter, telkens het noodzakelijk blijkt een beslissing te nemen, en meer bepaald op zodanige wijze dat elk verzoek binnen een termijn van ten hoogste vier maanden wordt behandeld.

Zij komt minstens twee maal per jaar samen, enerzijds in de loop van de laatste trimester van het burgerlijk jaar en anderzijds in de loop van de maand juni.

De oproeping van de leden gebeurt bij gewone brief die ten minste tien dagen vóór de vastgestelde zitting wordt verstuurd, en voor elke zitting van de maand juni wordt zij ten minste zes weken op voorhand aangekondigd.

Het effectief lid dat in de onmogelijkheid verkeert de vergadering, waartoe hij is opgeroepen, bij te wonen, verwittigt het secretariaat en de voorzitter van zijn belet. Hij maakt zijn oproeping zonder verwijl over aan één van de plaatsvervangende leden van de professionele sector, waartoe hij behoort.

Elk effectief of plaatsvervangend lid dat behoorlijk werd opgeroepen en zonder gewettigd of aanvaardbaar motief drie opeenvolgende zittingen niet heeft bijgewoond, kan van zijn hoedanigheid vervallen worden verklaard. In dat geval wordt hem in het bijzonder een oproeping toegestuurd voor de volgende zitting tijdens welke de Commissie, na verhoor van de belanghebbende, indien hij dat wenst, kan beslissen over zijn afzetting.

Art. 3. De Commissie neemt kennis van alle punten ingeschreven op de dagorde, zoals door de voorzitter aangeduid in de oproepingsbrief. Op verzoek van ten minste twee van haar leden wordt een punt toegevoegd aan de dagorde van de eerstvolgende vergadering, tenzij de meerderheid van de leden het nodig oordeelt een tijdens de vergadering opgeworpen punt bij hoogdringendheid te behandelen.

Zij kan slechts rechtsgeldig vergaderen indien, naast de voorzitter, ten minste de helft van de leden aanwezig zijn en minstens een vertegenwoordiger van iedere erkende professionele sector, vermeld in artikel 8, § 1, van de wet.

Zij beslist met gewone meerderheid van stemmen. In geval van staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 4. La liste des psychologues inscrits reprend dans l'ordre alphabétique les nom et prénom de tous les psychologues admis, la date de première inscription ou en cas de radiation antérieure, la date de réinscription, le domicile et le siège de l'activité professionnelle. Les femmes mariées qui utilisent le patronyme de leur époux peuvent à leur demande être également mentionnées sous ce nom mais avec renvoi à leur nom de jeune fille sous lequel les autres informations sont consignées.

Lorsqu'une personne inscrite à la liste sollicite sa radiation, celle-ci est enregistrée au cours de la plus prochaine réunion de la Commission mais prend effet à la date de la demande.

Toute personne peut obtenir verbalement confirmation de l'inscription de tel psychologue qu'elle désigne. La liste n'est communiquée à la personne qui en exprime la demande qu'avec l'autorisation du président et pour l'usage dont il reconnaît la pertinence, moyennant le règlement préalable des frais administratifs et d'envoi. Les psychologues inscrits ont le droit d'obtenir sous cette modalité la copie de la liste et de ses mises à jour.

Art. 5. La Commission définit les modalités pratiques permettant d'assurer le bon fonctionnement de ses services.

Elle désigne un de ses membres en tant que secrétaire qu'elle charge plus particulièrement de la surveillance du secrétariat et de veiller à la régulière réception des plis recommandés qui lui sont adressés.

Elle décide de l'importance du personnel à engager pour le service du secrétariat et des appointements qui rétribuent les prestations du personnel de secrétariat.

Elle fixe le délai dans lequel doit être payé le montant de la contribution au coût de la mise à jour, comme visé à l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 fixant les règles relatives aux frais de fonctionnement de la Commission.

Elle ne peut acquérir que des biens strictement nécessaires à son fonctionnement.

Art. 6. Les actions judiciaires, soit en demandant soit en défendant, sont intentées par la Commission, poursuites et diligences du président.

Le président représente la Commission et est autorisé à se constituer partie civile.

Art. 7. § 1^{er}. Les deux membres chargés de la gestion du compte postal ou bancaire de la Commission, en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal du 3 avril 1997 fixant les règles relatives aux frais de fonctionnement de la Commission des psychologues, présentent au président pour approbation le règlement des dépenses engagées au nom de la Commission.

§ 2. Le président veille à comptabiliser les dépenses et recettes de la Commission, en vérifiant leur conformité avec les mouvements du compte ouvert au nom de la Commission.

Art. 8. Le président veille, avec l'aide des membres et du personnel éventuellement recruté, à :

1° enregistrer les demandes reçues et à préparer en temps utile les dossiers de demande d'inscription ou d'avis sur lesquels la Commission doit délibérer;

2° convoquer les réunions nécessaires et rédiger les procès-verbaux des réunions;

3° notifier dans un délai maximum de quatre mois aux requérants les décisions de la Commission ou au Ministre les avis émis en application des articles 4 et 12 de la loi;

4° préparer le rapport annuel sur les activités et les frais de fonctionnement de la Commission;

5° assurer le suivi des procédures judiciaires où la Commission est partie et faire rapport à la Commission sur l'évolution des procédures ainsi que sur tout acte d'administration courante ou de représentation;

6° engager ou révoquer le personnel dans le cadre décidé par la Commission.

Art. 9. Au plus tard le 30 juin de chaque année, la Commission fournit au Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions le rapport annuel sur ses activités et ses frais de fonctionnement visé à l'article 8, 4°.

Art. 10. La Commission peut décider, suivant les modalités qu'elle détermine, le remboursement, à ses membres des frais de déplacement qu'ils ont exposés pour assister à une séance.

Art. 4. De lijst van de ingeschreven psychologen vermeldt de namen en de voornamen van alle opgenomen psychologen in alfabetische volgorde, de datum van eerste inschrijving of, in geval van eerdere schrapping, de datum van herinschrijving, de woonplaats en de zetel van de professionele activiteit. De gehuwde vrouwen, die de naam van hun echtgenoot aanwenden, kunnen op hun verzoek eveneens vermeld worden onder deze naam, doch met verwijzing naar hun meisjesnaam, waaronder de andere informatie is opgenomen.

Wanneer een op de lijst opgenomen persoon verzoekt om zijn schrapping, wordt deze geakteerd op de eerstvolgende vergadering van de Commissie, met dien verstande dat de schrapping van kracht zal zijn vanaf de datum van het verzoek.

Iedere persoon kan de mondelinge bevestiging bekomen van de inschrijving van een psycholoog, die hij aanduidt. De lijst kan slechts medegedeeld worden aan wie daarom verzoekt mits toelating van de voorzitter en voor het gebruik waarvan hij het nut erkent, en tegen voorafgaandelijke betaling van de administratieve en verzendingskosten. De ingeschreven psychologen hebben het recht onder deze voorwaarde een afschrift te bekomen van de lijst en de aanvullingen.

Art. 5. De Commissie bepaalt de praktische modaliteiten, welke de goede werking van haar diensten kunnen verzekeren.

Zij duidt één van haar leden als secretaris aan, die zal instaan voor de controle op het secretariaat en de ontvangst van de aangetekende zendingen, die haar worden toegezonden.

Zij beslist over het in dienst te nemen personeel voor de uitvoering van haar opdracht en over de vergoedingen voor de prestaties van het personeel van het secretariaat.

Zij bepaalt de termijn binnen dewelke het bedrag van de kostenbijdrage zoals bedoeld in artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 tot vaststelling van de regels inzake de werkingskosten van de Commissie, dient te worden betaald.

Zij kan geen andere goederen verwerven dan deze die noodzakelijk zijn voor haar goede werking.

Art. 6. De rechtsvorderingen, het weze als eiser of als verweerder, worden ingesteld door de Commissie, op vervolging en benaarding van haar voorzitter.

De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie en is gemachtigd zich burgerlijke partij te stellen.

Art. 7. § 1. De twee leden, die op grond van artikel 4 van het koninklijk besluit van 3 april 1997 tot vaststelling van de werkingskosten van de Psychologencommissie, belast zijn met het beheer van de post- of bankrekening van de Commissie, leggen aan de voorzitter, de overrekening van de in naam van de Commissie gemaakte kosten ter goedkeuring voor.

§ 2. De voorzitter waakt over het bijhouden van de uitgaven en inkomsten van de Commissie, door hun overeenstemming na te gaan met de bewegingen van de financiële rekening(en), geopend op naam van de Commissie.

Art. 8. Samen met de leden en eventueel aangeworven personeel waakt de voorzitter over :

1° de registratie van de ontvangen verzoeken en de voorbereiding van de dossiers van de verzoeken om inschrijving en van de adviezen, waarover de Commissie dient te beslissen;

2° de bijeenroeping van de nodige vergaderingen en het opstellen van de processen-verbaal van de vergaderingen;

3° de kennisgeving binnen een termijn van ten hoogste vier maanden aan de verzoekers van de beslissingen van de Commissie of aan de Minister van de adviezen uitgebracht met toepassing van de artikelen 4 en 12 van de wet;

4° de voorbereiding van het jaarlijks verslag over de activiteiten en de werkingskosten van de Commissie;

5° de opvolging van de gerechtelijke procedures waarbij de Commissie betrokken is en het uitbrengen van verslag aan de Commissie over het verloop van de procedures en over elke daad van administratie of vertegenwoordiging;

6° de aanwerving of het ontslag van het personeel in het kader van de beslissingen van de Commissie.

Art. 9. De Commissie legt ten laatste op 30 juni van elk jaar aan de Minister die de Middenstand in zijn bevoegdheid heeft, het jaarverslag over de werkzaamheden en de werkingskosten van het afgelopen jaar, bedoeld in artikel 8, 4°, voor.

Art. 10. De Commissie kan beslissen, volgens de modaliteiten die zij bepaalt, over de terugbetaling aan haar leden van hun reiskosten om een zitting bij te wonen.

Art. 11. En cas d'absence du président, le président suppléant le remplace pour l'application du présent règlement.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 1996.

Art. 13. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Art. 11. Bij afwezigheid van de voorzitter, vervangt de plaatsvervangende voorzitter hem voor de toepassing van dit reglement.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1996.

Art. 13. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 3022

[C - 97/22842]

29 OCTOBRE 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 décembre 1975 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours et l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 6, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 62, §§ 3 et 5, remplacé par la loi du 29 avril 1996;

Vu l'arrêté royal du 30 décembre 1975 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours, notamment les articles 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 19 février 1988, 4, 6, 11, 12, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 6 avril 1995 et 12, alinéa 1^{er}, 3^o, modifié par l'arrêté royal du 23 avril 1979;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1985 portant exécution de l'article 62, § 6, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment les articles 3bis, inséré par l'arrêté royal du 25 janvier 1989 et modifié par l'arrêté royal du 15 septembre 1994, et 4, modifié par les arrêtés royaux des 25 janvier 1989, 5 juin 1990, 15 septembre 1994 et 15 mars 1995;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés du 26 novembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 septembre 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1975 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours, modifié par l'arrêté royal du 19 février 1988, les mots "l'article 62, § 4," sont remplacés par les mots "l'article 62, § 3,".

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans la phrase liminaire, les mots "l'article 62, § 4," sont remplacés par les mots "l'article 62, § 3,";

2^o l'alinéa unique est complété comme suit :

« 3^o qui, pendant qu'il est régulièrement inscrit dans une université située dans le Royaume, suit un enseignement à plein temps dans un autre Etat membre de l'Union européenne, qui fait partie intégrante du programme d'étude de cette université située dans le Royaume et bénéficie d'une pleine reconnaissance académique. »

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 3022

[C - 97/22842]

29 OKTOBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 december 1975 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt en het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 6, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 62, §§ 3 en 5, vervangen bij de wet van 29 april 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 december 1975 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt, inzonderheid op de artikelen 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 februari 1988, 4, 6, 11, 12, eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 april 1995 en 12, eerste lid, 3^o, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 april 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1985 tot uitvoering van artikel 62, § 6, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op de artikelen 3bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 januari 1989 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 september 1994, en 4, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 januari 1989, 5 juni 1990, 15 september 1994 en 15 maart 1995;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers van 26 november 1996;

Gelet op het advies van Inspectie van Financiën, gegeven op 30 september 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 december 1975 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 februari 1988, worden de woorden "artikel 62, § 4," vervangen door de woorden "artikel 62, § 3,".

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de inleidende zin worden de woorden "artikel 62, § 4," vervangen door de woorden "artikel 62, § 3,";

2^o het enige lid wordt aangevuld als volgt :

« 3^o dat, terwijl het regelmatig ingeschreven is in een in het Rijk gevestigde universiteit, voltijds onderwijs volgt in een andere Lidstaat van de Europese Unie dat integraal deel uitmaakt van het studieprogramma van deze in het Rijk gevestigde universiteit en een volledige academische erkenning krijgt. »